

RX-38

INTERNATIONAL
ASSURANCES
(I. A.)
75 - YAOUNDE
Cameroun

9^e PROMOTION

1988 - 1990

Cycle Supérieur

RAPPORT DE STAGE

DE FIN DE 1^{ere} ANNEE EFFECTUE A :

**LA SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCES
ET DE REASSURANCES
SO. NA. R.**

DU 15 JUILLET AU 15 OCTOBRE 1989

Thème : L'ASSURANCE - VIE A LA SO. NA. R.

Responsable de Stage

Mme TOE Jacqueline
Chef de Service - Vie de la SO NA R

Le Stagiaire

SOME Yirou Dieudonné

RX-38

INTERNATIONAL
ASSURANCES
(I. A.)
75 - YAOUNDE
Cameroun

9^e PROMOTION
1988 - 1990
Cycle Supérieur

RAPPORT DE STAGE

DE FIN DE 1^{ere} ANNEE EFFECTUE A :

**LA SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCES
ET DE REASSURANCES
SO. NA. R.**

DU 15 JUILLET AU 15 OCTOBRE 1989

Thème : L'ASSURANCE - VIE A LA SO. NA. R.

Responsable de Stage

Mme TOE Jacqueline
Chef de Service - Vie de la SO NA R

Le Stagiaire

SOME Yirou Dieudonné

INSTITUT INTERNATIONAL
DES ASSURANCES
(I. I. A.)
B.P. 1575 - YAOUNDE
Cameroon

9^e PROMOTION
1988 - 1990
Cycle Supérieur

RAPPORT DE STAGE

DE FIN DE 1^{ere} ANNEE EFFECTUE A :

LA SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCES
ET DE REASSURANCES
SO. NA. R.

DU 15 JUILLET AU 15 OCTOBRE 1989

Thème : L'ASSURANCE - VIE A LA SO. NA. R.

Responsable de Stage

Mme TOE Jacqueline
Chef de Service - Vie de la SO NA R

Le Stagiaire

SOME Yirou Dieudonné

PLAN DU RAPPORT DE STAGE

INTRODUCTION GENERALE

A-) Le marché burkinabé de l'assurance.

B-) Présentation générale de la SONAR

Titre I : STRUCTURES et FONCTIONNEMENT de la SONAR

I -) Les différents services de la SONAR

A) Les services administratifs:

- 1) Le service administratif et de la reassurance
- 2) Le service de la comptabilité

B) Les services techniques:

- 1) Le service production IARD
 - a) Le bureau automobile
 - b) Le bureau transports
 - c) Le bureau incendie et risques divers
 - d) Le bureau informatique et l'hôtel indépendance
- 2) Le service des sinistres
- 3) Le service-vie

II -) LES PROBLEMES ORGANISATIONNELS DE LA SONAR:

A) Organigramme de la SONAR

B) Suggestions relatives à l'organigramme

Titre II : L'ASSURANCE-VIE à la SONAR :

I) Le Service-Vie de la SONAR

A) Organisation interne du Service Vie :

- 1) Le Chef de service
- 2) Le Sous-Chef
- 3) L'Agent Maladie
- 4) Le Comptable Vie
- 5) Le Secrétaire Dactylo

B) La Composition du portefeuille :

- 1.) Les formules classiques :
 - a.) L'Assurance Temporaire Deces
 - b.) L'Assurance Mixte
 - c.) L'Assurance Groupe Banque
 - d.) L'Assurance Groupe Deces et Invalidite des Personnels
- 2.) Les contrats Retraite Volontaire et Maladie :
 - a.) La Retraite Volontaire
 - b.) La Maladie et Maternite

III) Les difficultes et les suggestions :

- A) Les difficultes rencontrées
- B) Les suggestions

CONCLUSION GENERALE

REMERCIEMENTS

Au terme de ce stage de trois mois, j'exprime ma gratitude sans exclusive a tout le personnel pour leur collaboration, plus particulierement au Directeur General, TRAORE N. Augustin, pour m'avoir accepte dans son Etablissement et cree les conditions favorables au bon deroulement du present stage.

Je voudrais egalement remercier :

— Madame TOE Jacqueline, Chef de Service-Vie et tout son personnel ;

— Les Chefs de service, de Bureaux de la SONAR ;

— Aux Camarades OUEDRAOGO Karim et SOME Marcel qui ont mis leur art et leur intelligence pour la beaute de ce Rapport ;

Enfin tous mes parents et amis qui, materiellement ou moralement ont contribue a la confection du present Rapport.

LISTE DE QUELQUES ABREVIATIONS UTILISEES

— AUTO : Automobile

— ART. : Article

— B. F. : Burkina Faso (ex. Haute-Volta) depuis le 02 Aout 1984

— CICA : Conference Internationale des Controles d'Assurances

— C. R. : Comite Revolutionnaire (organisation politique)

— FONCIAS : Fonciere Assurances (c'est la 2eme compagnie du B. F.)

— IARD : Incendie, Accidents et Risques Divers (Assurances de Dommages)

— Ord. : Ordonnance

— R. C. : Responsabilite Civile

— SONAR : Societe Nationale d'Assurances et de Reassurances

— S/P : Rapport sur taux de sinistre a primes.

AVANT-PROPOS

Le programme d'enseignement de l'I.I.A. prévoit au terme de cette première année, un stage d'une durée de trois (3) mois dans une compagnie d'assurances. Ce stage a pour but de donner une formation pratique aux stagiaires. Il leur permet également de prendre un premier contact avec leur profession future.

"On ne finit jamais d'apprendre". Cet adage de sagesse, à quelle profession s'applique-t-il mieux qu'à l'assureur.

C'est dans ce cadre que nous avons effectué notre stage à la SONAR. D'emblée, après avoir parcouru les autres services, nous avons choisi de nous fixer auprès du Service-Vie.

C'est pourquoi, après avoir décrit dans une première partie les structures de la SONAR, nous nous sommes particulièrement intéressés dans une deuxième partie à l'Assurance Vie à la SONAR.

INTRODUCTION GENERALE

A) — Le Marché Burkinabé de l'Assurance :

Le Marché Burkinabé de l'Assurance est un marché étroit exploité par deux (2) sociétés : il s'agit de la SONAR et de la FONCIAS. Il est l'un des plus petits marchés de la CICA car pour les exercices 1981 et 1982, il intervenait pour 1,8 % du chiffre d'affaires global des douze marchés de la CICA. A titre de comparaison et pendant l'année 1986, alors que le marché Burkinabé dégageait un chiffre d'affaires total de 4 MILLIARDS, (1) ses homologues Ivoirien et Camerounais, dégageraient respectivement 55 MILLIARDS et 48 MILLIARDS. Soit, en termes relatifs, près de 12 à 14 fois le marché Burkinabé. L'explication de cette différence réside dans le niveau de développement économique tant il est vrai que l'assurance suit l'Economie. Cela signifie que plus il y a un pays augmente sa capacité de production, plus il y a de risques à assurer.

Dans les pages qui suivent, nous nous proposons de traiter de la SONAR. C'est une société de Droit National qui a été créée dans le cadre de la politique de l'africanisation et en particulier de la "voltaïsation" des capitaux et des cadres au début des années 1970.

Notre choix de la SONAR s'explique simplement par le fait que c'est à son sein que nous avons effectué nos trois (3) mois de stage et par conséquent, nous sommes censés mieux la connaître par rapport à toute autre société.

B) — Présentation générale de la SONAR :

Du point de vue de son statut juridique, la SONAR est une Société Anonyme d'Economie Mixte. À ce titre, elle est régie par l'ordonnance No 84/57/CNR/PRES du 15/08/84 portant statut général des sociétés d'économie mixte. Elle a été créée par décret en date du 10 Janvier 1974 et a obtenu son agrément par l'arrêté No 045/MFC/DI du 23 Janvier 1974 du Ministère des Finances. La SONAR a repris le portefeuille de deux sociétés d'assurances Françaises à savoir la Mutuelle de Mans et le Groupement Français D'assurances (G.F.A.).

Elle a démarré avec un chiffre d'affaires de 115 MILLIONS en 1974. En 1987, elle dégageait un chiffre d'affaires de 2,5 MILLIARDS. Ce qui veut dire qu'elle a multiplié son chiffre d'affaires par 20 en 13 ans !

Son capital social qui devra être réajusté à 150 MILLIONS, est pour le moment maintenu à 120 MILLIONS.

L'Etat Burkinabé détient 51 % de ce capital, 11 % revient aux privés Burkinabé et 38 % aux actionnaires Européens, Français notamment. En fait, ces actionnaires étrangers sont le G.F.A., la SCOR et la FRANKONA.

A travers la répartition du capital, il apparaît clairement que l'Etat Burkinabé est majoritaire, ce qui lui permet d'influencer la politique générale de la société.

Au titre des branches exploitées, il est du ressort de la SONAR d'entreprendre sur le territoire national toutes les opérations d'Assurances contre l'Incendie, les Accidents d'automobile, le Vol, les Transports, la Maladie et les Risques Divers. En outre, depuis 1980, la SONAR pratique l'assurance-Vie.

A l'instar des autres sociétés d'Economie Mixte, la SONAR est dotée d'un statut et d'un certain nombre d'organes d'administration et de gestion. Il s'agit du Conseil d'Administration, (organe d'administration et de gestion) de l'Assemblée Générale des actionnaires (organe de délibération) et des Commissaires aux comptes (organe de contrôle).

Notre travail sera divisé en deux volets : un premier volet sera consacré à la description des structures et du fonctionnement de la SONAR. Ce volet sera clôturé par l'évocation des difficultés rencontrées dans le fonctionnement, suivie de quelques suggestions.

Quant au second volet, il aura trait pour l'essentiel à l'assurance-Vie à la SONAR : l'organisation du service Vie, les produits vendus, les difficultés rencontrées ... etc.

Enfin, nous ne saurions terminer ce Rapport sans faire des suggestions ou propositions d'ordre général qui seront contenues dans une conclusion générale.

(1) Toutes les sommes et chiffres cités dans ce Rapport sont exprimés en Francs CFA.

TITRE I : STRUCTURES ET FONCTIONNEMENT DE LA SONAR

La SONAR est administreee par un Conseil d'Administration compose de douze (12) membres representant les Syndicats des travailleurs, des C. R. ~~et~~ de service d'une part et les detenteurs du capital d'autre part. Il se reunit au moins une fois par an en seance ordinaire pour approuver les comptes de l'exercice ecoule et le budget de l'exercice a venir. Il est investi des pouvoirs les plus etendus en matiere de gestion. Il lui revient egalement l'election, parmi ses membres representant le capital social, d'un President pour un mandat de trois (3) ans renouvelable. Il est charge aussi de designer deux(2) Commissaires aux comptes pour un mandat de 3 ans renouvelable. Enfin, c'est le Conseil d'Administration qui propose au Conseil des Ministres la nomination d'un Directeur General qui assume en dernier ressort la responsabilite technique, administrative et financiere de la societe. S'agissant du controle, il y a lieu de noter qu'en plus du controle de solvabilite effectue par le service de controle des Assurances, la SONAR est egalement soumise au controle des differents corps de l'Etat habiles a cet effet : il s'agit du controle des services competents du Ministere de la Promotion Economique (qui assure la tutelle de gestion de toutes les societes d'Etat et d'economie mixte) et recentement du controle effectue par le Commissariat General a l'Inspection d'Etat (service rattache a la Presidence du Faso).

Apres cet apercu introductif sur l'administration de la SONAR, examinons a present ses structures et son fonctionnement a proprement parler.

I) - Les differents services de la SONAR

Toute societe, pour etre efficace, doit se doter d'un certain nombre de services interdependants travaillant en etroite collaboration.

La SONAR n'est pas en marge de cette regle. De plus, en tant que societe d'Assurances, la SONAR a tenu compte dans sa structuration, du facteur humain, de l'informatique et surtout de la composition de son portefeuille.

Ainsi, elle s'est entoureee de cinq (5) principaux services dont deux services administratifs et trois services techniques.

A - Les services administratifs :

Ils sont au nombre de deux à savoir :

- le service Administratif et de la Reassurance ;
- et le service de la Comptabilité.

1-) Le service Administratif et de la Reassurance :

Les attributions essentielles de ce service sont entre autres la résolution des problèmes administratifs, de C.R...etc. Il s'occupe également du courrier, de la dactylographie, du mobilier et matériel de bureau.

Le Bureau de la Reassurance qui est rattaché à ce service, s'occupe de la fixation des pleins de souscription, de retention et d'une façon générale, de l'établissement du plan de réassurance de la société. Ce bureau est strictement contrôlé par la Direction Générale compte tenu des implications de dépendance vis-à-vis des réassureurs étrangers. On y pratique aussi bien la réassurance proportionnelle que la réassurance non proportionnelle.

Les partenaires (Africains et Européens) avec lesquels ce bureau traite sont les suivants : la CICARE, l'AFRICARE, la SCORE, l'UAP, l'A.G.F. le GFA... etc.

2-) Le Service de la Comptabilité :

Né dit-on pas que la Comptabilité est l'alpha et l'oméga d'une entreprise ? Ainsi, ce service est le noeud de toutes les opérations des différents services : les frais d'entretien, les salaires, les règlements de sinistres...

D'une manière générale, ce service s'occupe de la comptabilité générale, de la comptabilité des Agences et de la Caisse. Il s'intéresse aussi à l'informatique, aux études statistiques et au recouvrement des arrières de primes. Il lui revient également de contrôler les placements qui ne sont autres que des montants bloqués dans les banques.

Au regard de ses attributions ci-dessus citées, il apparaît clairement que ce service joue un rôle moteur dans la vie de la SONAR.

Cependant, ce service rencontre un certain nombre de difficultés qui sont essentiellement d'ordre technique et organisationnel. Ainsi, en ce qui concerne la comptabilité de la Reassurance, il y a souvent des conflits de compétence avec le Service Administratif du fait du rattachement de la Reassurance à ce service. Par ailleurs, le problème crucial de ce service est celui d'un personnel qualifié aussi bien en Comptabilité Générale qu'en Comptabilité des Assurances.

trop facile...

Sur ce, passons à l'examen des services techniques.

B - Les Services Techniques :

La SONAR comprend trois (3) services techniques à savoir :

- le Service Production IARD
- le Service des Sinistres
- le Service Vie (que d'autres appellent abusivement la SONAR-VIE)

Chacun de ces différents services a son organisation interne qui lui est propre compte tenu des fonctions qui lui sont assignées.

1) Le Service Production IARD :

C'est le plus grand service de la société du point de vue de ses attributions et du nombre de personnel employé.

Pour l'essentiel, ses attributions se résument à la souscription de tous les risques IARD sauf la Vie et la Maladie, à l'établissement des contrats, leur modification et leur gestion.

Le Service Production est subdivisé en un certain nombre de bureaux dont les principaux :

- le Bureau Automobile
- le Bureau Transports
- le Bureau Incendie et Risques Divers
- le Bureau Informatique
- le Bureau de l'Hôtel Indépendance (situé à quelques centaines de mètres du siège)

En plus de ces bureaux ci-dessus cités, il convient de souligner que c'est ce service qui s'occupe de la coassurance, des Statistiques, du classement des polices et des Agences et sous agences.

Afin de cerner la réalité de ce service, nous allons examiner un certain nombre de ses bureaux.

a) Le Bureau Automobile :

Tout comme dans la plupart des pays Africains Francophones, le marché national de l'Assurance est dominé par l'Assurance Automobile du fait de son caractère obligatoire. En effet, ce sont l'ordonnance No 58/PRES/MFC du 30/12/1966 et son décret d'application No 67/22 du 06/02/1967 qui rendent l'Assurance Responsabilité Civile Automobile obligatoire au Burkina Faso.

Outre l'Assurance RC obligatoire, sont par ailleurs garantis dans le contrat de la SONAR les risques suivants : le Vol, l'Incendie, le Bris de Glace, les dommages au véhicule lui-même ou Tierce complète.

C'est la combinaison de ses différentes garanties et de la RC obligatoire ou Assurance directe qui constitue ce que l'on appelle communément "la Tous Risques". Mais en réalité, "la Tous Risques" n'existe pas et par conséquent ce mot devrait être proscribt du langage des assureurs et de l'esprit des souscripteurs, car habituellement, les conditions générales des contrats énumèrent les risques garantis d'une part et les risques exclus (exclusions) d'autre part.

Quelques chiffres tirés de l'exercice 1987 pour se convaincre de l'importance de l'Assurance Auto. dans le portefeuille de la SONAR.

En effet, sur un chiffre d'affaires total d'environ DEUX MILLIARDS réalisé par la société, les encassemens de primes de la branche Auto. s'élevaient à 900 MILLIONS soit 45 %. À quelques exceptions près, nous pouvons affirmer que la branche Auto occupe près de la moitié du portefeuille de la société. Certes, ce pourcentage ne représente pas grand chose à côté de celui des sociétés dans certains Etats de la CICA (Sénégal, Côte-d'Ivoire, Cameroun, Gabon), mais compte tenu de la taille modeste de la SONAR, il n'est pas à négliger.

Parallèlement, au cours de ce même exercice, la charge de sinistre de la branche Auto s'élevait à près de 600 MILLIONS, ce qui nous donne un taux de sinistre à primes de 66 %.

Au regard de tout cela, il apparaît clairement que l'équilibre technique est difficile à réaliser. A cet effet, il convient tout de même de souligner que le Burkina est l'un des rares Etats membres de la CICA à ne pas sentir le déficit chronique de la branche Auto notamment à cause de la modicité de son parc Auto estimé à environ 25.000 véhicules en 1987.

b) Le Bureau Transports :

Cette branche est relativement jeune. Jadis, elle était peu développée, mais depuis qu'une ordonnance du 17/11/1983 a rendu obligatoire l'assurance des importations, cette branche connaît un regain d'activités.

Ce bureau s'occupe non seulement des opérations de souscription, de renouvellement et de la gestion des contrats en branche maritime, aérienne et terrestre mais aussi du règlement des Avaries en Assurances maritimes (Assurances facultés). À l'heure actuelle, cette organisation paraît préférable à une division des tâches entre la Production et les services Sinistres compte tenu des particularités de la branche maritime. Ce bureau est animé par deux cadres seulement, ce qui est nettement insuffisant par rapport à l'immensité du travail.

Le travail de ce bureau consiste à l'émission et à la délivrance des certificats d'assurance.

S'agissant des types de polices, il propose à sa clientèle composée en majorité de commerçants importateurs, trois catégories de polices :

- la police au voyage avec une durée fixe
- la police "Tiers chargeur"
- et la police d'abonnement.

Du point de vue de la tarification dans cette branche, plusieurs éléments entrent en ligne de compte. Ce sont : la nature et le conditionnement des marchandises, le type de navire et de son état de navigabilité, de l'état des routes, de la durée au port de chargement et de déchargement... etc.

Pour revenir à l'importance croissante de cette branche, jetons un coup d'œil sur les chiffres des exercices 1987 et 1988. En effet, les encaissements de primes s'élevaient respectivement à 600 MILLIONS et 500 MILLIONS, ce qui lui fait occuper la deuxième place dans la hiérarchie des encaissements de primes, c'est-à-dire, juste derrière l'Auto.

Parallèlement, pour les mêmes exercices, les charges de sinistres s'élevaient respectivement à 60 MILLIONS et 30 MILLIONS. Ce qui nous donne des taux de sinistre à primes de 10 % et 6 %. C'est donc dire que le rapport S/P est excellent ou qu'il s'agit d'un bon risque.

S'agissant des relations de collaboration de ce bureau, notons qu'il pratique la coassurance avec la FONCIAS, souvent dans la proportion de 50 %. Il pratique également la réassurance car son plein de rétention qui est de 250 MILLIONS est souvent vite dépassé. Ses principaux réassureurs sont installés au Havre en France.

c) Le Bureau Incendie et Risques Divers :

Hormis la souscription du risque incendie, ce bureau propose également les contrats Vol, RC Chasse, RC Chef de Famille, RC Aviation, RC Scolaire, l'Individuel Accident, les Risques Techniques (tels la Tous Risques Informatiques, Tous Risques Chantiers...).

Comme tout contrat d'assurance, le contrat Incendie s'établit sur la base des déclarations de bonne foi de l'assuré, quitte à l'assureur d'apprecier correctement le risque à assurer.

Cette assurance peut porter sur : les Responsabilités Civiles, des dommages non matériels et accessoires et des choses.

S'agissant des assurances de RC, il peut s'agir notamment des risques locatifs, des RC du locataire à la perte des loyers qu'il peut faire subir à son propriétaire, les recours des voisins et des tiers, le matériel appartenant à des tiers, des immeubles en copropriété... etc.

En ce qui concerne les assurances de dommages non matériels (ou immatériels) et accessoires, il peut s'agir de la privation de jouissance, des pertes indirectes, des pertes de bénéfice et de frais généraux.

Quant aux assurances de choses, elles garantissent les dommages matériels causés par le feu aux biens mobiliers et immobiliers c'est-à-dire les bâtiments et leur contenu.

La tarification en Incendie est l'élément le plus complexe et le plus important. Par exemple, la détermination du taux de prime fait appel à toute une série d'informations relatives au risque à assurer. La première information est de savoir s'il s'agit d'un risque simple, commercial ou industriel.

Le taux de prime dépend donc d'éléments propres au risque lui-même et aussi d'éléments étrangers au risque qui l'aggravent.

En somme, le taux de prime qui est exprimé en pour mille, tient compte de la nature de la construction, de la couverture, du voisinage et du lieu où se situe le risque.

d) Les Bureaux Informatique et Hotel Independance

L'existence du Bureau Hotel Independance répond à un souci de décentralisation de service. À la différence des autres bureaux ci-dessus, il ne s'occupe que de la souscription des risques Auto, Transport, Incendie et Risques Divers. La gestion des contrats relève, selon les risques, des différents bureaux du siège de la société. Ce bureau travaille beaucoup avec les agents et courtiers et en étroite collaboration avec le siège.

Le Bureau Informatique quant à lui, est le dernier né. En effet, l'informatique a été introduite à la SONAR en 1987. C'est tout de même une entrée tardive quand on sait que la société existe depuis 1974.

Les avantages de l'informatique en tant qu'outil de gestion ne sont plus à démontrer : non seulement elle permet d'augmenter le rendement de la société mais aussi elle évite les pertes de temps. Ainsi, en lieu et place d'une gestion manuelle et archaïque de la Comptabilité ou de la branche Auto par exemple, on a une gestion rationnelle et fiable.

À ce jour, un certain nombre de services et bureaux ont été informatisés, cependant beaucoup reste à faire en ce domaine car d'autres services attendent à leur tour l'informatisation.

Par ailleurs, pour une meilleure efficacité de l'informatique, la SONAR se doit de former des techniciens en la matière car un seul technicien comme c'est le cas présentement ne peut pas suffire à toute la société.

Une chose est d'acheter des ordinateurs, une autre en est de savoir les utiliser convenablement.

top facile..

Après ce ~~aperçu du reste~~ bref (car, il y a beaucoup à dire) sur le service Production, abordons immédiatement son pendant c'est-à-dire le service Sinistres.

2) Le Service Sinistres :

Du point de vue de son organisation interne, ce service comprend deux bureaux à savoir :

- le Bureau des Déclarations (de sinistres)
- et le Bureau du Contentieux (sinistres)

A cela, il faut y ajouter une cellule classement des dossiers sinistres car comme on le sait, toute perte d'un dossier sinistre avant un délai de 30 ans, constitue un délit, selon le Droit Penal des Affaires. D'où l'importance d'une telle cellule faisant office d'Archives.

Ce service est animé par six (6) agents en tout et pour tout, y compris le Chef de service.

Quant à ses fonctions, il doit instruire les sinistres, ordonner leur règlement et surveiller le portefeuille de la société (selection des clients).

La procédure de règlement d'un sinistre comporte trois (3) étapes qui sont les suivantes :

- la première étape se fait au Bureau des déclarations. En effet, les clients sinistres sont reçus à ce niveau où ils exposent clairement toutes les informations relatives à leur sinistre. L'agent remplit à cet effet une fiche de "Déclaration de sinistre". Dans cette fiche, il est précis les noms, prénoms et l'adresse de l'assuré, le numéro de sa police, sa date d'effet, les garanties accordées, la date et le lieu du sinistre, le nom et l'adresse de l'adversaire et de sa compagnie d'assurance (dans le cas d'un accident Auto.).

En somme, cette déclaration concerne à la fois les caractéristiques du sinistre, la référence de la police et l'identité de l'assuré.

- la deuxième étape consiste à instruire le dossier. A cet effet, un numéro est affecté à chaque client sinistre. En gros, l'instruction se résume à la constatation des dommages, l'expertise, à la vérification des garanties par les rapports et constats de police ou de gendarmerie et à la vérification des faits grâce à des rapports avec la compagnie adverse.

— Enfin, la troisième étape consiste au règlement du sinistre. À ce propos, il existe deux types de règlements : le règlement à l'amiable (cas le plus fréquent) et le règlement judiciaire.

À propos du règlement judiciaire, notons que depuis les textes de 1985 portant réforme de l'organisation judiciaire au Burkina Faso, ce sont les SONGDA (qui sont des agents de l'Etat) qui plaident les dossiers en lieu et place des avocats classiques et cela moyennant une somme forfaitaire.

Il existe également deux principales modalités de règlement, les gros sinistres sont réglés par chèque bancaire tandis que les petits sinistres le sont par caisse (en espèces).

Le service Sinistre ainsi brièvement présenté, rencontre beaucoup de difficultés aussi bien organisationnelles que techniques dans l'exécution des tâches à lui confiées.

Certaines difficultés proviennent d'un manque d'information des assurés car bon nombre d'entre eux ignorent la nature même du contrat d'assurance, les déclarations de sinistres sont faites hors du délai légal qui est de 5 jours... autant d'incompréhensions de telle sorte que si les agents veulent appliquer les textes, plusieurs d'entre eux se retrouveraient sans indemnisation, ce qui ne donnerait pas une bonne image à la société. Pour y remédier, des campagnes et des actions d'information et de sensibilisation s'avèrent plus que nécessaires.

Par ailleurs, il est également reproché à ce service une gestion administrative et passive des sinistres et une absence de statistiques et de comptabilité analytique des sinistres. La dessus, ce service a donc besoin d'une reorganisation dans le sens d'une gestion beaucoup plus dynamique et scientifique des dossiers.

3) Le service Vie :

Au risque de nous répéter que nous avons effectué notre stage auprès de ce service, nous avons jugé bon de consacrer la deuxième partie de ce Rapport à l'assurance Vie à la SONAR dans laquelle nous traiterons de ce service. Sur ce, nous renvoyons le lecteur à cette partie.

Après cette description des principaux services animant la SONAR, quel diagnostic peut-on poser en ce qui concerne son organigramme et quelles suggestions peut-on faire pour y remédier ?

C'est ce à quoi nous allons nous y atteler maintenant.

II - Les problèmes organisationnels de la SONAR :

*quelle que
Tous à faire*

L'organigramme est un outil de travail indispensable à toute entreprise quelque soit sa nature et ses activités. Au vu d'un organigramme quelconque, on doit être en mesure de répondre à la question "qui fait quoi et comment" ?

Cela veut dire que tout organigramme doit définir clairement les attributions de tout un chacun dans la société. Par ailleurs, tout organigramme digne de ce nom doit être souple et évolutif c'est-à-dire qu'il doit s'adapter aux exigences et aux changements de tous ordres.

A) - Organigramme de la SONAR :

Quand on examine de plus près la structuration de la SONAR, l'on est tenté de dire que l'on est en présence d'une organisation de fait.

En effet, aucun organigramme théorique n'a été conçu et appliqué depuis la création de la société en 1974.

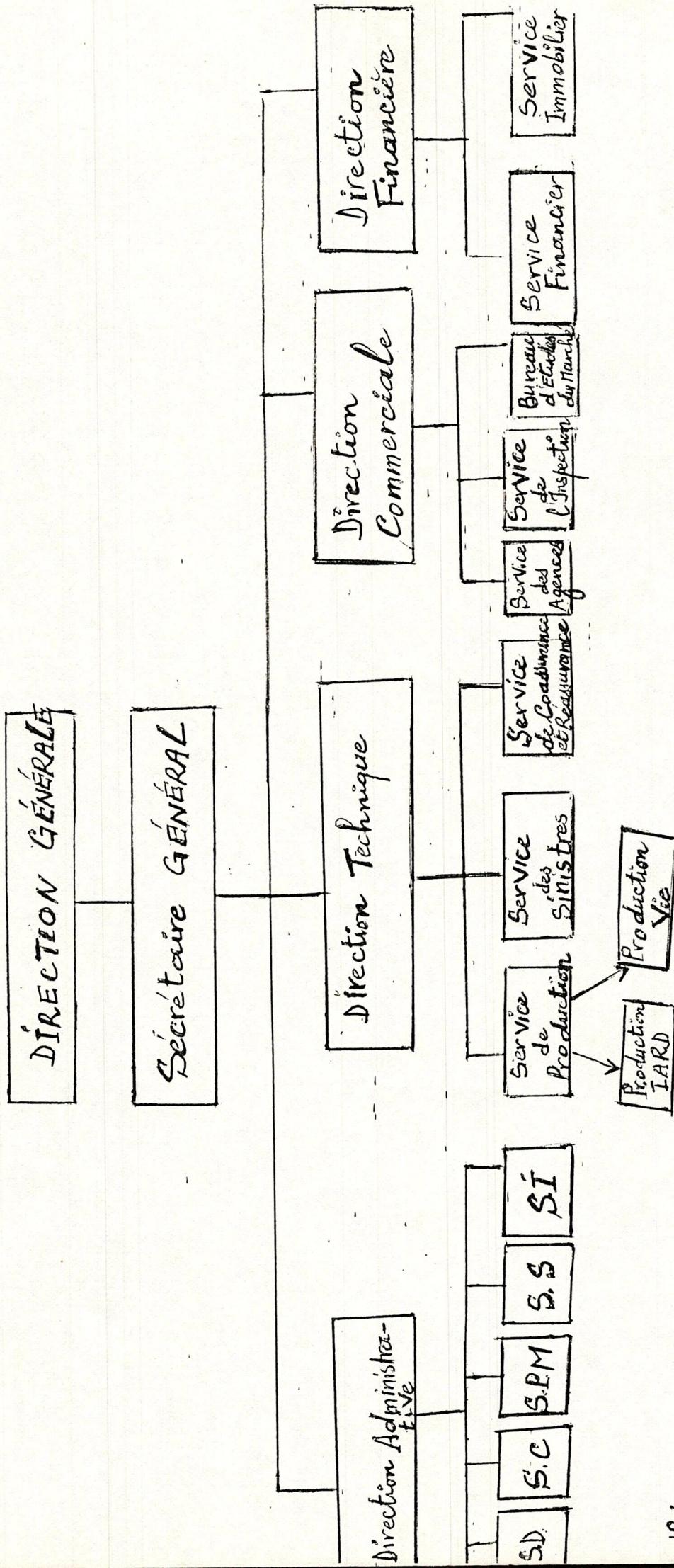
À l'heure actuelle, il est toujours question d'études menées par la Direction Générale en vue de concevoir cet outil de travail. En attendant, la société souffre d'une mauvaise gestion des ressources humaines.

Par ailleurs, dans cette structuration, nous avons relevé le jumelage (quasi inexplicable) d'un certain nombre de service : c'est le cas notamment du rattachement du Bureau de la Réassurance au service Administratif et de la cellule Coassurance au service Production.

Au regard de tout ce qui vient d'être dit, nous nous permettons de faire un certain nombre de suggestions.

Annexe:

SCHEMA d'ORGANIGRAMME:



Legende:

- S. D = Service des Produits

- S. C = Comptabilité

- S. P. M. = Personnel et Matériel

- S. S. = Statistiques

B) - Suggestions relatives à l'organigramme :

À notre humble avis, il serait bon de détacher le Bureau de la Reassurance et la Cellule de la Coassurance afin de former un service autonome de la Reassurance et de la Coassurance. L'existence d'un tel service aurait pour avantage le suivi et la coordination des relations de collaboration avec les autres sociétés d'assurances (coassureurs et réassureurs).

Ensuite, compte-tenu de l'importance que prend la société, il serait bon d'avoir un service commercial qui sera chargé de l'information du public et de la commercialisation des produits d'assurance.

Dans le même ordre d'idées, un bureau d'études du Marché s'avère nécessaire. Il aura pour mission de mener des études économiques sur la consommation d'assurance, les besoins d'assurance, sur le Marketing et l'élaboration des statistiques. Ces études serviront à la confection de nouveaux contrats adaptés aux besoins de la clientèle.

Enfin, dans le long terme, la prévision d'un poste de Secrétaire Général ou à défaut de Directeur Général Adjoint ne serait pas de trop dans l'organigramme de la société. Ce dernier aura pour mission essentielle la coordination et le suivi des activités de la société. En outre, il lui reviendra de préparer les réunions et de rédiger les procès-verbaux du Conseil d'Administration. Ce poste aura aussi l'avantage d'alléger la tâche de la Direction Générale qui pourra se consacrer entièrement à la supervision de la société.

Ainsi, notre proposition d'organigramme s'articule autour de quatre directions à savoir :

- une Direction Administrative
- une Direction Technique
- une Direction Commerciale
- une Direction Financière.

Chaque Direction regrouperait sous son autorité un certain nombre de services et de bureaux. (cf. Annexe : Schéma d'organigramme).

Par ailleurs, il serait souhaitable que la réforme de l'organigramme de la SONAR (en cours) prenne en compte le slogan selon lequel : "il faut mettre l'homme qu'il faut à la place qu'il faut". Car, comme l'a si bien dit le philosophe et économiste Français, Jean BODIN : "il n'y a de richesse que d'hommes".

Cette phrase à elle seule explique toute l'importance des ressources humaines au sein d'une entreprise.

Nous voilà au terme du titre I de notre Rapport, dans ce qui suit, nous allons nous appesantir maintenant sur l'assurance Vie à la SONAR.

C'est l'objet du titre II.

TITRE II : L'ASSURANCE VIE A LA SONAR :

"La vie ne vaut rien mais rien ne vaut la vie". Cet adage populaire résume l'importance de la vie. En effet, on ne vit qu'une seule fois et il importe de se prémunir contre tout peril ou danger susceptible de porter atteinte à notre vie. C'est ce à quoi l'assurance Vie essaie d'apporter des solutions.

L'assurance Vie est en fait, "un contrat par lequel, moyennant le paiement d'une prime, l'assureur s'engage à verser au souscripteur ou à un tiers par lui désigné, une somme désignée sous forme de capital ou de rente, en cas de décès de la personne assurée ou de survie à une époque déterminée". Telle est, en substance la définition que les juristes donnent à cette branche d'assurance.

Au Burkina Faso, l'assurance Vie est encore un domaine peu connu du public. Jusqu'à une date récente (1980), la SONAR était la seule société sur le territoire national à pratiquer l'assurance Vie ; elle en avait donc un monopole de fait.

En effet, c'est en juillet 1980 que suite au transfert du portefeuille de l'UAP, la SONAR a créé un service Vie pour gérer cette nouvelle branche et la promouvoir.

I) Le Service Vie de la SONAR :

Compte tenu des spécificités de la branche Vie, le Service Vie de la SONAR a une structuration qui lui est propre.

A) Organisation interne du Service Vie :

À l'heure actuelle, ce service n'est pas divisé en bureaux ou en cellules à l'instar des autres services de la société.

Il est simplement animé par cinq (5) agents ayant chacun des attributions bien précises :

1) Le Chef de Service :

Outre le travail administratif de direction, il a un travail de conception qui consiste en l'élaboration et la rédaction de nouveaux contrats. Il est aussi chargé de l'instruction des dossiers à partir d'un certain montant et du Contentieux. Il s'occupe également de la Reassurance Vie et de la gestion des contrats (grande branche).

2) Le Sous Chef

Il est l'adjoint au Chef de service. Ces attributions sont pour l'essentiel : le suivi des contrats groupe Banque et Personnel, la rédaction des garanties, l'instruction des dossiers, la gestion et le renouvellement des garanties. Pour le moment, il n'a pas encore la délégation de signature pour les correspondances à l'extérieur.

3) L'Agent Maladie :

Il est chargé du contrat Maladie (non professionnelle) et Maternité qui est rattaché au service Vie uniquement sur le plan technique. Autrement dit, la gestion de ce contrat (sinistre et comptabilité) relève de la branche IARD.

Il est donc chargé de la prospection, de la vente de l'assurance Maladie ainsi que de l'instruction des dossiers de remboursement. Il fait également sa dactylographie et a la possibilité de faire des suggestions tendant à l'amélioration du contrat.

4) Le Comptable Vie :

Cet agent est chargé du suivi des encaissements de primes et de l'émission des quittances. Il adresse également les mises en demeure aux clients débiteurs seulement après avis du Chef de service. Tout comme le Chef de service, il a aussi le contrôle des comptes de réassurance. En outre, il est chargé de l'établissement des états CICA pour les besoins statistiques.

Sur le plan de la comptabilité générale, il est en relation avec le Chef de service de la Comptabilité.

5) Le Secrétaire dactylo. :

Il est chargé de tout le courrier du service Vie et toute la dactylographie sauf celle de l'Agent Maladie.

En plus, il s'occupe de la tenue des différents registres et cahiers, du classement des dossiers et de la réception et renseignements de la clientèle.

Après cette brève présentation du service Vie, nous nous proposons à présent d'aborder ses différents produits vendus.

B) La composition du portefeuille :

À l'heure actuelle, en plus des formules classiques de l'assurance Vie, le service Vie commercialise ~~également~~
un nouveau produit qu'est la "Retraite Volontaire SONAR" et bien sur le contrat Maladie.

1) Les formules classiques :

Elles sont au nombre de quatre (4) à savoir :

- L'Assurance Temporaire Deces
- L'Assurance Mixte
- L'Assurance Groupe Deces Banque
- et L'Assurance Groupe Deces invalidité des Personnels.

a) L'Assurance Temporaire Deces :

Ce contrat garantit le paiement au decès de l'assuré d'un capital stipulé (aux Conditions Particulières), si ce decès survient avant le terme fixé. C'est un contrat de bonne foi en ce sens que ce sont les déclarations des parties contractantes qui servent de base au contrat. La SONAR garantit tous les risques de mort, qu'elle qu'en soit la cause, sous réserve de certains risques exclus : risque de guerre, raids, démonstrations acrobatiques... etc.

Les primes sont perçues tant que l'assuré est en vie et pendant toute la durée du contrat.

Pour bénéficier du règlement lors du décès, le bénéficiaire désigné doit remettre à la SONAR les pièces suivantes :

- la police et éventuellement ses avenants ;
- les actes de naissance et de décès de l'assuré ;
- un certificat médical constatant le genre de maladie ou d'accident auquel l'assuré a succombé et, éventuellement le rapport de police en cas de décès par accident.

b) L'assurance Mixte :

Dans ce contrat, la SONAR s'engage à verser un capital au terme du contrat, si l'assuré est vivant à cette époque. Dans le cas où ce dernier viendrait à décéder avant, elle verserait immédiatement le capital garanti en cas de décès ce qui mettrait fin au contrat. Comme on peut le remarquer, c'est un contrat qui combine à la fois une assurance en cas de vie et une assurance en cas de décès.

Cette assurance se caractérise par la cherté de ses primes, car dans les tous cas (décès ou survie) la SONAR reste engagée. D'aucuns l'appellent abusivement "la Tous Risques" de l'assurance Vie.

C'est également un contrat de bonne foi comportant des risques garantis et des risques exclus (guerre, raids...).

À la différence de la Temporaire Décès, la Mixte peut faire l'objet d'un rachat, d'une avance ou d'un acompte.

À l'échéance du contrat, le paiement des sommes assurées est subordonnée à la présentation des pièces suivantes :

- la police et ses avenants s'il y a ;
- l'acte de naissance de l'assuré ;
- et son certificat de vie mentionnant sa date de naissance.

En cas de décès, le bénéficiaire doit fournir les pièces exigées en assurance temporaire décès. (ci-dessus).

c) L'Assurance Groupe Décès Banque (ou crédits bancaires)

Le contrat d'assurance groupe a pour but de garantir le versement d'un capital à l'organisme ou banque désigné comme bénéficiaire en cas de décès ou d'invalidité totale et définitive d'un assuré.

Autrement dit, cette assurance garantit le remboursement de la banque en cas de décès de son débiteur (emprunteur).

Elle est donc souscrite uniquement par les banques.

L'adhésion à cette assurance groupe est automatique dès l'obtention d'un prêt. L'assurance couvre la totalité du principal à l'exclusion des intérêts.

Ce contrat est conclu pour un an renouvelable.

Pour être admis à l'assurance, tout adhérent doit donner son consentement par écrit, en remplissant un bulletin d'adhésion. Il doit en outre remplir et signer un questionnaire médical. Dans tous les cas, la garantie n'est acquise à l'adhérent qu'après acceptation expresse de la SONAR. Dans les faits, cette acceptation est matérialisée par la livraison d'un document appelé Acceptation de Garantie (A.G.), ce document contient outre l'identité complète de l'adhérent, le montant de la prime totale et la période de garantie.

La garantie de la SONAR cesse le jour où l'assuré intégralement rembourse le prêt qui lui a été consenti. En cas de décès de l'assuré, le montant du capital garanti est égal au montant du prêt en principal, restant du d'après le tableau d'amortissement de ce prêt au jour du décès.

Le règlement des sommes dues, en cas décès de l'assuré, est subordonnée à la présentation par la banque (bénéficiaire) des pièces suivantes :

- une fiche d'état civil portant la mention décès ;
- un certificat médical constatant le genre de maladie ou d'accident auquel a succombé l'assuré ;
- et un certificat établi par le bénéficiaire (banque) précisant le montant des sommes restant dues d'après le tableau d'amortissement.

d) L'Assurance Groupe Décès et Invalidité des Personnels :

C'est un contrat garantissant contre le risque de décès et d'invalidité totale et définitive des assurés appartenant à une collectivité, en l'occurrence les sociétés et les entreprises. En d'autres termes, elle est souscrite par les sociétés et entreprises au profit de leur personnel.

Cette assurance a surtout un but moral car elle permet de résoudre la question de l'après vie de l'employé. En ce sens, elle vient en complément des prestations de la Sécurité Sociale.

S'agissant des conditions d'admission à cette assurance, il faut noter que la personne à assurer doit être âgée d'au moins 18 ans, et ~~54~~ 54 ans au plus, et ne pas se trouver en état d'incapacité de travail au moment de l'adhésion.

Elle doit signer un bulletin individuel d'adhésion et répondre à un questionnaire médical.

La SONAR se réserve le droit :

— de refuser ou de différer l'assurance pour la personne qui ne serait pas en état de santé satisfaisant.

— ou de subordonner son admission à un examen médical approfondi appuyé d'examens médicaux aux frais de l'assuré par un médecin désigné par la SONAR elle-même.

— ou de l'accepter que moyennant une majoration de prime

— ou enfin d'exclure certains risques de l'assurance.

Les assurés doivent désigner sur leur bulletin d'adhésion, visé par la société ou l'entreprise adhérente, la ou les personne(s) qui, en cas de décès seraient bénéficiaires du capital assuré.

En plus des contrats classiques que nous venons de voir, la SONAR vient de lancer un nouveau produit dénommé "la Retraite Volontaire", basée sur la capitalisation. C'est donc un début d'adaptation de ses produits aux besoins des assurés potentiels. Comme nous l'avons déjà dit, le service Vie exploite aussi le contrat Maladie et Maternité.

2) Les contrats Retraite Volontaire et Maladie :

a) La Retraite Volontaire SONAR :

C'est un contrat qui a pour objet la constitution et le service d'une retraite par capitalisation moyennant le versement de cotisations uniques ou de succession de cotisations périodiques.

Comme son nom l'indique, il s'agit d'une retraite volontaire qui permet aux travailleurs d'épargner pour leurs vieux jours. En Afrique en général et au Burkina Faso en particulier, le départ à la retraite constitue une étape difficile, voire un moment de calvaire pour les agents de la Fonction Publique. En effet, la retraite se caractérise par une baisse catastrophique des revenus. Pire, ces agents peuvent attendre plusieurs mois avant de percevoir leur première traite.

Eu égard à tout cela, la Retraite Volontaire vient à point nommé en complément à la Retraite Professionnelle.

En ce qui concerne ses conditions d'admission, il faut noter qu'elle est accessible à tous salariés (des secteurs public et privé) y compris les non-salariés comme les étudiants par exemple. Toute personne âgée entre 18 et 55 ans peut y souscrire et la souscription ne donne lieu à aucune formalité médicale (ni visite, ni questionnaire médical).

En réalité, la constitution de la Retraite Volontaire consiste en l'achat des points. Le prix du point varie avec l'âge du souscripteur et l'âge auquel il veut prendre sa retraite (50, 53, 55, 60 et 65 ans).

En somme, la retraite sera égale au produit du nombre de points achetés par la valeur de point au moment où l'assuré va à la retraite. Le nombre minimum de points est fixé à 1000 pour le moment mais il est susceptible d'évolution.

Quant au mode d'achat des points, il est laissé au libre choix des assurés.

Toutefois, en cas de décès de l'assuré avant l'entrée en jouissance de la retraite, son épargne n'est pas pour autant perdue. En effet, une clause de contre-assurance permet le remboursement intégral des versements nets des frais et taxes, et majores s'il y a lieu, des révalorisations acquises aux bénéficiaires désignés par l'assuré.

En définitive, la Retraite Volontaire se veut un produit de nouvelle génération, car elle est indépendante du salaire.

C'est un produit sur mesure et en cela, il est adapté aux réalités socio-économiques du pays.

faul! (A présent, disons un mot sur le contrat Maladie et Maternité dont l'exploitation est rattachée au Service Vie.

b) Le contrat Maladie et Maternité :

Ce contrat a pour objet de rembourser à l'assuré ou à ses ayants droit, les frais d'ordre médical, chirurgical, d'hospitalisation qu'il a pu engager à la suite de maladie ou d'accident dont il aurait été victime.

C'est un contrat de groupe en ce sens qu'elle s'adresse en premier lieu aux sociétés et entreprises. Mais de plus en plus, le contrat s'ouvre aux particuliers.

Il y a lieu de souligner qu'il s'agit d'une assurance de maladies et d'accidents non professionnels, étant entendu que les maladies et accidents professionnels doivent être pris en charge par la Sécurité Sociale.

La SONAR offre à l'assuré le choix entre deux formules de remboursements : le remboursement à 100 % et celui à 60 %.

S'agissant des conditions d'adhésion à cette assurance, le souscripteur doit être une personne morale (entreprise, société ou autre organisme). Il peut être aussi une personne physique. Quant à l'assuré, il doit remplir un bulletin d'adhésion comportant un questionnaire médical.

S'il s'agit de couvrir le personnel d'une société, celle-ci doit fournir au Service Vie lors de la signature du contrat, un état nominatif des assurés, indiquant pour chacun d'eux : les noms et prénoms, la date de naissance et la situation de famille (célibataire ou marié, nombre d'enfants à charge...).

En cours de contrat, la société doit signaler au Service tout mouvement de personnel (les entrées et sorties, les modifications de situation familiale...).

Il convient de souligner qu'un certain nombre de produits *pharmac* (à but esthétique ou préventif) demeurent exclus des remboursements de la SONAR.

En ce qui concerne le forfait Maternité enfin, il est octroyé à l'occasion d'une naissance. Il couvre les frais d'accouchement normal (actes, séjours, premiers soins à la mère et à l'enfant dans le premier mois de l'accouchement).

Il varie selon que l'accouchement ait eu lieu au Burkina Faso ou hors du Burkina Faso et selon qu'il s'agit d'un accouchement simple ou multiple.

Au terme de ce répertoire des produits vendus par le Service Vie, recensions les principaux maux et difficultés que celui-ci rencontre dans l'accomplissement de ses missions et éventuellement faisons des suggestions.

II - Les difficultés et les suggestions :

A) Les difficultés rencontrées :

L'assurance Vie rencontre des problèmes d'ordre psychologique car elle a toujours été qualifiée d'immorale. On lui reproche de spéculer sur la vie ou d'être un pari inacceptable sur le décès d'un être humain. Il va sans dire qu'une telle conception de l'assurance Vie porte atteinte à l'image de marque du service Vie.

*Coule d'au
veulent-ils dans
l'alcool chaque jour ?*

Une autre entrave sérieuse à la promotion de l'assurance Vie est la faiblesse du pouvoir d'achat des Burkinabé.

L'assurance Vie étant à la fois une opération de sécurité et une opération d'épargne, elle affecte directement le revenu des assurables. À ce propos, combien de fois, n'a-t-on pas entendu dire que l'assurance Vie est un produit de luxe et par conséquent, un produit à la portée de ceux qui ont des revenus substantiels ?

L'assurance Vie est également confrontée à un problème de manque d'information de la part des assurables.

En effet, à cause de l'immensité du travail administratif et du manque de personnel, le service Vie n'arrive pas à vendre ses produits d'assurance. En réalité, le public n'est même pas informé de l'utilité et de l'intérêt des produits d'assurance Vie.

À cela, il faut ajouter le manque d'agressivité commerciale de ce service, le manque de textes spécifiques à l'Assurance Vie hormis les lois du 13/07/1930 et 37/63/AN du 24/07/63 et leur décrets d'application. (1)

La politique commerciale de la SONAR est un peu rigide par rapport à celle de son concurrent direct.

Quant aux problèmes de gestion, ils sont dus à l'inexistence de l'analyse financière et à celle d'un marché financier au Burkina Faso. C'est donc un problème général à toutes les compagnies d'assurances opérant au Burkina Faso.

En effet, on constate qu'au Burkina Faso, les placements des provisions techniques sont constitués essentiellement de dépôts en banque et des primes à recevoir.

Ces placements tels qu'ils sont effectués par les compagnies d'assurances, constituent une irrégularité par rapport à l'Article 10 du Décret N° 114/PRES/MF/SCA du 27/02/1964 (2) qui dispose que : "les espèces en caisse, les fonds en banque ou les primes a recevoir affectés à la représentation des réserves ne peuvent excéder 40 % du montant des dites réserves". À ce sujet, un effort de diversification des placements s'avère nécessaire.

Ne peut-on pas les orienter vers l'immobilier ?

Après avoir dressé cette liste non exhaustive du reste, des difficultés et maux qui minent la promotion de l'assurance Vie à la SONAR, tentons maintenant quelques suggestions.

(1) cf. - Loi du 13/07/1930 relative au contrat d'Assurance
- et Loi N° 37/63/AN du 24/07/1963 fixant la réglementation applicable
en Haute-Volta aux organismes de toute nature et aux opérations
d'assurances.

(2) cf. Décret d'application N° 114/PRES/MF/SCA de la loi N° 37/63/AN du
24/07/63 portant réglementation applicable en Haute-Volta aux
organismes d'assurances de toute nature et aux opérations d'assurances.

B) Les suggestions :

L'assurance Vie étant un produit à vendre, il importe que la SONAR mette en place une politique commerciale et d'information adéquate afin de sensibiliser le public sur son intérêt.

En outre, l'assurance Vie n'étant pas obligatoire, il y a lieu que les Agents du service Vie descendent sur le terrain afin d'aller vers la clientèle potentielle. Pour ce faire, ils doivent non seulement être en nombre suffisant mais aussi être formés aux techniques dynamiques de vente (c'est-à-dire le Marketing). En outre, ces agents doivent avoir le sens du contact et les qualités de commerçant.

De même, un travail de sensibilisation et d'information s'impose : à cet effet, il importe d'utiliser tous moyens de communication susceptibles d'atteindre la clientèle : conférences, radio, presse écrite, télévision...etc.

De plus, afin de faire face à la concurrence, peut-être faudrait-il que la SONAR trouve des stimulants (comme par exemple des commissions) pour intéresser les agents de la société à apporter des affaires.

Enfin, pour terminer, nous croyons avoir déjà souligné la nécessité d'un service commercial dans l'organigramme de la SONAR compte tenu de l'extension de ses activités.

Ainsi, nous voici au terme de notre Rapport, mais auparavant il nous faut conclure.

*Indiquer
de ce qu'il faut faire
l'ordre de faire
vite, vite
0 = 3
0*

CONCLUSION GENERALE

Au regard de tout ce qui a été dit jusque là, notre conclusion se résume pour l'essentiel à un certain nombre de suggestions d'ordre général ayant trait à l'ensemble de la SONAR.

— D'abord, si la SONAR veut toujours être le premier assureur au Burkina Faso, elle doit, pour ce faire, diversifier ses produits dans toutes les branches. Il y a donc nécessité de créer de nouveaux produits. Il faut que la société sorte du cercle des produits classiques afin d'explorer de nouveaux horizons. Par exemple, nous avons remarqué que l'assurance construction n'a pas été réglementée ; l'assurance études et l'assurance frais funéraires n'existe pas pour le moment.

De même, on peut améliorer l'assurance individuelle accident, vulgariser l'assurance incendie (qui est un bon risque à cause de l'excellence de son S/P).

— Ensuite, en ce qui concerne l'information et la sensibilisation, si la SONAR ne mène pas des actions et campagnes dans ce sens, elle risque de ressembler à ce commerçant qui n'ouvre jamais sa boutique ou qui n'expose jamais ses articles : qui saura ce qu'il vend pour en acheter.

— Aussi, elle se doit de mettre en place un plan de formation de son personnel tant il est vrai qu'elle manque de personnel qualifié. À ce propos, elle pourrait instaurer une sorte de promotion interne pour inciter les agents à rechercher leur propre formation.

Enfin, du point de vue de sa gestion, la SONAR doit faire primer la gestion technique au détriment de la gestion administrative. Pour ce faire, elle doit utiliser, dans les limites de ses possibilités, les outils et techniques modernes de gestion tels que l'informatique, la gestion prévisionnelle, la comptabilité analytique, le Marketing... etc. Pour mieux surveiller sa gestion, elle doit confectionner des tableaux de bord (des primes et des sinistres) selon une certaine périodicité.

Pour terminer, nous saluons à juste titre la création récente d'une inspection technique au sein de la SONAR. Cette inspection a pour mission d'assister techniquement la Direction Générale mais aussi la recherche des solutions aux différents problèmes techniques qui se posent. Pour cela, elle doit travailler en étroite collaboration avec les différents chefs de service.

En outre, elle est chargée de repenser certaines méthodes de travail de la société. En définitive, cette inspection est chargée d'élaborer une stratégie globale pour l'ensemble de la société. Pour notre part, nous osons espérer que bien des difficultés décrites plus haut trouveront leurs solutions avec l'appui de ce nouveau service.

Sur ce, nous terminons sur cet adage populaire selon lequel : "la critique est aisée mais l'art est difficile".